

Bulletin d'histoire politique

Le séparatisme québécois des années 1930 et les non-conformistes

Charles-Philippe Courtois



Volume 16, numéro 2, hiver 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056151ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056151ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Courtois, C.-P. (2008). Le séparatisme québécois des années 1930 et les non-conformistes. *Bulletin d'histoire politique*, 16(2), 287–302.
<https://doi.org/10.7202/1056151ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2008

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Le séparatisme québécois des années 1930 et les non-conformistes

CHARLES-PHILIPPE COURTOIS *

Docteur en histoire (UQAM/IEP-Paris)

Chargé de cours en histoire (Université de Montréal)

À l'occasion de la réédition de *Pourquoi je suis séparatiste*¹, un débat s'est animé dans les pages du *Devoir*, entre Sylvie Chaput et Jean-François Nadeau, à propos des opinions politiques de Marcel Chaput, en particulier de l'ancienneté de son indépendantisme². Ce débat soulève la question de la nature du « séparatisme » des années 1930, pour utiliser le terme couramment employé à l'époque.

Nous souhaitons présenter brièvement cette fraction de nationalistes des années 1930 qui prirent explicitement parti pour la « séparation » du Québec (ou parfois de la Laurentie), la variété de leurs positions idéologiques et surtout, apporter un éclairage nouveau sur ces mouvements, soit leur rapport intime avec les idéologies « non-conformistes des années 1930³ ». Certes, la véritable éclosion de l'indépendantisme date des années 1960, lorsque l'idée d'indépendance rencontre un plus vaste public. Désormais, l'indépendantisme est un facteur déterminant de la politique québécoise. Néanmoins, le monde des intellectuels et des mouvements de jeunesse des années 1930 avait agité l'idée d'indépendance, amenant de nombreux étudiants au moins à la contempler, qui en seront parfois des partisans vingt ans plus tard, tel Marcel Chaput dans son débat étudiant de 1937⁴. Notons que Chaput reprend le terme « séparatiste » et non indépendantiste ou souverainiste. De même, certaines idées nationalistes des années 1930 incarnées par des mouvements comme l'Action libérale nationale, telle la nationalisation de l'électricité,

*. C.-P. Courtois vient de soutenir avec succès sa thèse intitulée : *Trois mouvements intellectuels québécois et leurs relations françaises : L'Action française, La Relève et La Nation (1917-1939)*.

aboutirent grâce aux gouvernements des années 1960, menés par des étudiants des années 1930 faut-il le rappeler (comme René Lévesque). En effet, ce sont des politiques formés dans les collèges ecclésiastiques d'avant-guerre qui ont implanté les réformes des années 1960 et leur génération, davantage que des baby-boomers trop jeunes, qui put voter en faveur.

IDÉOLOGIES DES ANNÉES 1930

Si nous définissons le fascisme comme l'extrême droite, le communisme comme l'extrême gauche, et le libéralisme classique comme une des options centristes, alors l'autoritarisme est une droite extrême qui est moins radicale que le fascisme. Le totalitarisme est un type de régime politique propre au xx^e siècle qu'il faut distinguer des vulgaires dictatures. Ainsi, le régime de Salazar ne se confond pas, sans inexactitude, avec le fascisme mussolinien, lequel ne se confond pas non plus avec le régime nazi⁵. Le régime nazi est singulier à cause de l'idéologie raciste « aryenne » et de la solution finale⁶.

Les marges totalitaires sont au Québec représentées par le Parti communiste et *Clarté* à l'extrême gauche (*Clarté* est contre le nationalisme québécois⁷) et les mouvements nazis d'Adrien Arcand à l'extrême droite⁸. Ces derniers ne sont ni nationalistes québécois ni séparatistes, mais impérialistes et canadienistes. Il existe cependant des mouvements séparatistes d'extrême droite, lesquels sont partisans non pas du nazisme hitlérien, mais du fascisme mussolinien. Parmi les critiques du libéralisme classique, certaines formules des années 1930 sont effectivement totalitaires, d'autres simplement autoritaires, tandis qu'une panoplie de troisièmes voies comparativement centristes font l'objet d'explorations intellectuelles et d'expérimentations politiques. Parmi ces voies plus modérées, réformistes, se dégageront des solutions démocratiques, telle la social-démocratie.

Il importe de saisir l'ampleur des troisièmes voies qui circulaient à l'époque dans les réflexions des intellectuels et leurs mouvements, à la recherche de solutions de rechange au « désordre établi », comme le nomme Emmanuel Mounier, en particulier aux difficultés qu'exacerbe la Crise. Parmi les nombreux courants intellectuels critiques d'un ordre libéral associé à un état de grande dépression et de guerre imminente, le pôle catholique et conservateur est un des plus fertiles mais aussi des plus anciens. En référence à cette tradition, il faut rappeler qu'on ne peut réduire ce pôle catholique à du fascisme, loin s'en faut⁹, ni toutes les critiques non marxistes du libéralisme à du fascisme, comme le fait Zeev Sternhell, sous peine de s'empêcher de bien saisir ce qu'est le fascisme en tant que tel¹⁰.

Or c'est au sein de deux mouvances, de militantisme catholique et de militantisme nationaliste, parfois conjointes, que s'activèrent des « séparatistes ». Présentons d'abord les mouvements catholiques et nationalistes en question. Quant aux nombreux et importants mouvements catholiques de jeunes, tels que l'ACJC ou les nouveaux JEC, JAC, JIC, JOC, nous référons le lecteur à la monographie de Louise Bienvenue¹¹. Mentionnons seulement que l'ACJC combinait nationalisme et catholicisme tandis que ces nouveaux mouvements ont tendance à les séparer. Les séparatistes forment une minorité parmi les nationalistes, lesquels veulent défendre les intérêts de la nation canadienne-française. Les séparatistes, bien entendu, veulent la séparation du Québec (ou de la Laurentie, soit un Canada français plus extensible que le Québec) d'avec la Confédération canadienne, à court, moyen ou long terme. Une des manifestations plus originale du nationalisme des années 1930 est l'Action libérale nationale (ALN), absorbée par l'Union nationale de Duplessis en 1936¹². L'ALN, réformiste, était relativement modérée et n'était pas séparatiste¹³.

L'IDÉE D'INDÉPENDANCE DURANT L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Les mouvements indépendantistes furent comparativement plus marginaux sans être négligeables : J.-F. Nadeau mentionne judicieusement les Jeune-Canada dirigés par André Laurendeau, les Jeunesses patriotes menées par les frères O'Leary et *La Nation* de Paul Bouchard, à Québec. Quelle était la nature idéologique des mouvements défendant le séparatisme durant les années 1930 ? Outre le clivage droite-gauche, il peut être intéressant de les situer par rapport à la démocratie et ses adversaires. Les Jeune-Canada¹⁴ étaient nationalistes et catholiques, tandis que *La Nation* a adhéré au fascisme, recevant un moment l'appui des Jeunesses patriotes.

Rappelons que l'idée d'indépendance du Québec ou du Canada français n'a jamais tout à fait disparu des débats intellectuels québécois entre l'époque des Patriotes et la Révolution tranquille. Généralement reléguée aux marges, elle pouvait être de gauche ou de droite, allant, vers 1900, des pages républicaines de Wilfrid Gascon dans *L'Avenir du Nord* aux pages ultramontaines de Jules-Paul Tardivel dans *La Vérité*. Durant l'entre-deux-guerres, c'est l'enquête *Notre avenir politique*¹⁵ (1922) de *L'Action française* qui représente le temps fort, intellectuellement, de l'indépendantisme. Cette enquête examinait les possibilités d'une indépendance du Québec à long terme, indiquant l'intérêt intellectuel pour la question après la Première Guerre mondiale, dans la foulée du Règlement XVII et de la Crise de la conscription. Cette enquête employait le terme « indépendance » et non « séparatisme », adopté

par les mouvements des années 1930, qui veulent non seulement examiner la question mais en faire un programme politique.

Les mouvements de jeunes intellectuels des années 1930 intéressés par le « séparatisme » se sont penchés sur cette enquête de 1922. *L'Action nationale*¹⁶ (1933-), issue de *L'Action française*¹⁷ (1917-1927), n'est pas spécifiquement indépendantiste durant les années 1930 : elle demeure, comme Groulx et naguère *L'Action française*, ouverte à l'idée, sans en faire un programme. Les nouveaux mouvements qui au Québec se sont intéressés de près au « séparatisme » durant les années 1930 sont idéologiquement proches de ce que J.-L. Loubet del Bayle a appelé les « non-conformistes des années 1930¹⁸ ». Loubet del Bayle a révélé combien ces mouvements intellectuels européens ont animé une « tentative de rénover la pensée politique française », qui les a rapprochés de 1930 à 1934. Ils se permettent alors une réflexion ouverte, hétérodoxe par rapport aux familles de pensée établies de droite (maurrassisme), de gauche (socialisme) et catholiques (conservatisme et démocratie chrétienne) dans lesquelles ils puisent¹⁹.

Il s'agit donc d'un espace de discussion et d'exploration idéologique ouvert, entre « troisièmes voies » de centre, centre-gauche et nouvelle droite. Tous s'entendent sur un point, la recherche d'un « ordre nouveau », mais peuvent s'opposer radicalement sur la teneur de ce nouveau régime. Après 1934 et les émeutes parisiennes du 6 février, les divers courants français s'engagent soit à droite, voire à l'extrême droite, soit à gauche, non sans avoir renouvelé l'arsenal idéologique de ces deux camps. Leur opposition, entre personnalistes et « Jeune Droite²⁰ », l'emportent désormais sur leur capacité de débattre. Ainsi, les personnalistes les plus en vue, tel *Esprit* mené par E. Mounier, se feront partisans du Front populaire en 1936, tandis que la Jeune Droite s'enfonce vers le fascisme, voire propose de dépasser le nationalisme pour une Europe totalitaire d'extrême droite (tel *Je suis partout*²¹).

Au Québec, les séparatistes des années 1930 sont très proches de l'un de ces deux versants non-conformistes et ils se divisent en conséquence. Leur engagement ne connaît pas de point aussi tournant que le 6 février 1934. Néanmoins, après une période au début des années 1930 où s'ouvrait un espace de discussion entre points de vue critiques « non-conformistes », l'évolution graduelle de 1934 à 1937 mène à de plus en plus d'opposition nette entre centristes et fascistes. En 1937-1938 d'ailleurs, le pôle fasciste se délite et abandonne cette idéologie, non pas pour dépasser le nationalisme en se radicalisant, mais pour se modérer et s'effacer. *L'Action nationale* ne fait officiellement sienne ni l'idéologie de *La Relève*, ni de *La Nation*, elle appuie plutôt l'ALN. Mais elle est en pratique ouverte à une jeune garde personnaliste (André Laurendeau, François Hertel, Guy Frégault, Roger Duhamel),

qui accède à la direction en 1937, quand André Laurendeau prend les rênes de la revue. Mentionnons également que Maritain, éminence du personnalisme, était déjà une référence dans *L'Action française*²².

Examinons maintenant de plus près ces deux pôles du séparatisme des années 1930, les réformistes de plus en plus personnalistes et les fascisants. Personnalisme et fascisme sont les deux idéologies neuves les plus dynamiques en présence. Une plus vaste nébuleuse de jeunes intellectuels intéressés par le séparatisme peuvent être caractérisés, pour faire court, de « conservateurs » critiques, réformistes. Leur engagement les attirera pour la plupart (hormis les Jeunesses laurentiennes²³) soit vers les Jeune-Canada et *La Relève* et/ou *L'Action nationale*, soit vers les Jeunesses patriotes et *La Nation*, subissant par conséquent le rayonnement de l'une de ces deux idéologies.

LE PÔLE FASCISTE AUTOUR DE « LA NATION »

La Nation (1936-1939), fasciste, est proche de la Jeune Droite, liée à *Je suis partout* par exemple. Les Jeunesses patriotes sont très proches de *La Nation*, en 1936-1937, au point d'être associés durant cet intervalle²⁴. *La Nation* se présente en 1936-1937 comme l'« organe du mouvement séparatiste », manifestant sa volonté de s'imposer en leader des nationalistes séparatistes, ce qui ne se réalisa pas. C'est, outre les rivalités de chefs, parce que sa volonté de combiner séparatisme et corporatisme fasciste, explicite en 1936²⁵, la met en délicatesse avec les autres « non-conformistes », sans parler des autres nationalistes qui la pousseront vers la modération. *La Nation* croit y trouver la solution à la fois à la situation des Canadiens français et à l'échec du libéralisme que la Crise consacre. *La Nation* critique donc à la fois le libéralisme économique classique, l'idéologie du laisser-faire, et le libéralisme parlementaire. Celui-ci révèle selon elle sa péremption par son impotence devant la Crise et son impuissance à empêcher une autre guerre mondiale. Ainsi Mussolini a empêché une première tentative d'*Anschluss* en mobilisant ses troupes sur le col du Brenner et *La Nation* le présente comme un garant de la paix. . . Partout, les solutions politiques modernes du xx^e siècle consacrent à son avis la dictature : en Russie, en Italie, au Portugal, en Amérique latine. Même Roosevelt serait un quasi-dictateur. Écartant le léninisme, elle voit en Mussolini le modèle le plus avancé, davantage donc que Salazar, qui correspond moins à son désir de révolution. Pour *La Nation*, miser sur Mussolini c'est aussi miser sur la puissance impériale qui réussit à défier l'Angleterre, dont l'Empire et le système de parlementarisme libéral seraient tous deux sur le déclin.

Par rapport aux courants nationalistes catholiques, conservateurs, *La Nation* se place à ses débuts en position de rupture, au moment où son attrait

pour le fascisme est le plus convaincu : cela est logique, puisque le fascisme demeure une idéologie révolutionnaire. Ainsi, dans les mois qui précèdent le lancement de l'hebdomadaire, *La Nation* flirte avec le laïcisme. Son premier rédacteur en chef, Jean-Louis Gagnon, quittera le mouvement à la fin de la première année pour cause d'attirances pour le communisme²⁶. « Ordre nouveau ou anarchie, choisissez, mais de grâce, délivrez-nous du *statu quo*²⁷ ! » écrivait-il dans un passage typique de sa prose, mettant presque sur le même pied les deux alternatives, communiste et fasciste, au libéralisme classique. Déjà dans *Vivre* (1934-1935), Gagnon vantait, à la façon de Georges Sorel, Lénine et Mussolini révolutionnaires. Le futur rédacteur en chef de *La Presse* deviendra peu après sa sortie de *La Nation*, partisan libéral, comme d'autres de cet entourage. Le directeur de *La Nation*, Paul Bouchard, était par contre anticommuniste. La suite de l'évolution de *La Nation* le poussa lui aussi vers davantage de modération : d'abord, *La Nation* se modérera idéologiquement en 1938-1939, ensuite, allant plus loin, il deviendra unioniste après-guerre, rédacteur en chef du *Temps*.

LE PÔLE CENTRISTE ET PERSONNALISTE : JEUNE-CANADA, « LA RELÈVE », « L'ACTION NATIONALE »

Les autres mouvements de jeunes intellectuels intéressés par le séparatisme sont proches de l'autre versant des non-conformistes, les personalistes. Ils se distancient, voire s'opposent non seulement au fascisme mais aussi aux dictatures. Ces jeunes séparatistes se retrouvent dans les Jeune-Canada (1932-1938), dans *L'Action nationale* et *La Relève*. Une majorité d'entre eux est attirée par l'idéologie catholique personaliste. Le personalisme cherche à revaloriser le spirituel contre le matérialisme, et la collectivité face à l'individualisme libéral, mais aussi la personne contre les totalitarismes de droite et de gauche²⁸.

Les Jeune-Canada sont modérés comparativement aux Jeunesses patriotes, rassemblant davantage que des séparatistes, des nationalistes de diverses tendances donc. Néanmoins leur président de 1933 à 1935, Laurendeau, défend une position « séparatiste » claire qui s'exprime dans *Notre nationalisme* (1935), tract des Jeune-Canada empreint de personalisme²⁹. Laurendeau est pourtant fréquemment associé à la droite des années 1930. De fait, pendant cette période de 1930-1934 caractérisée par Loubet del Bayle comme celle des non-conformistes, les distinctions et les oppositions entre divers courants de pensée critique n'étaient pas du tout aussi claires que durant la seconde moitié de la décennie. Laurendeau a ainsi exprimé après-guerre ses excuses quant à l'insensibilité et l'ignorance dont il fit preuve, concernant la

question juive en Allemagne, durant les premières années des Jeune-Canada (1932-34³⁰). Après Denis Monière qui soutenait que son évolution de droite vers la gauche – que ce soit face au corporatisme ou à l'antijudaïsme³¹ – s'effectua durant son séjour en Europe et se manifesta à son retour en 1937³², on avance maintenant³³ qu'elle ne survint qu'après la Seconde Guerre mondiale, avec l'ouverture au personnalisme d'*Esprit* de Mounier, devenu quasi marxisant après 1945.

Nous soutenons en revanche que cette évolution est graduelle et précède son séjour en Europe, qui ne fit que l'accentuer. En effet, Laurendeau rejoignit un autre Jeune-Canada, Robert Charbonneau, à *La Relève*, mouvement personnaliste dont Charbonneau est un des fondateurs, dès 1934. *La Relève* (1934-1940), officiellement personnaliste, liée à *Esprit*³⁴, inspirée par Maritain, est proche des maritaniens³⁵ comme *Sept*. La pensée de Maritain, comme celle d'*Esprit*, s'oppose au fascisme ainsi qu'à l'antisémitisme³⁶. *Notre nationalisme* est déjà empreint de personnalisme en 1935, c'est-à-dire avant le départ de Laurendeau. Cette brochure, dédicacée à Henri Bourassa et Lionel Groulx, « étudie sommairement la position du chrétien vis-à-vis du nationalisme et de l'action temporelle en général ». *Notre nationalisme* se réfère d'abord à « trois grands catholiques » francophones, le traditionaliste suisse Gonzague de Reynold, l'écrivain conservateur Paul Claudel et le personnaliste Daniel-Rops. Ce syncrétisme de catholiques de droite, centre et gauche nous apparaît caractéristique de la tendance centriste de Laurendeau et de son intérêt pour le personnalisme dès avant son séjour en Europe de 1935-37. En conclusion de *Notre nationalisme*, Laurendeau déclare : « Laurentie [...] il dépend de nous [les jeunes] que tu vives [...] un jour, un pays naîtra [...] Ici, la place est marquée pour un grand Pays³⁷. » Laurendeau développe dans les pages de *La Relève* le rêve d'indépendance³⁸, tout en s'y imprégnant d'une orientation politique ouvertement antitotalitaire, qui s'oppose non seulement au communisme, au nazisme et au fascisme, mais aussi à l'autoritarisme. Déjà, en 1934, les recherches idéologiques des Jeune-Canada étaient ouvertes au personnalisme ; les Jeune-Canada déterminaient alors qu'il fallait passer par un référendum pour effectuer l'indépendance³⁹. Ils voulaient examiner la question de la solution sociale souhaitable à la Crise : réformisme catholique (type École sociale populaire et ALN) ou « ordre corporatiste » ? Dorénavant, et de plus en plus nettement, Laurendeau en tête, ils optent pour le réformisme démocratique au détriment des dictatures, même catholiques.

L'opposition entre les deux versants non-conformistes s'est graduellement clarifiée au Québec, à l'occasion de grandes crises de la géopolitique internationale, en particulier la guerre civile espagnole (1936-1939). Pour saisir cette dynamique, il faut étudier les mouvements en question en situation,

les uns par rapport aux autres. *La Relève* s'oppose en 1936 à l'orientation fasciste qu'exprime *La Nation* à sa parution. *La Relève* attend des jeunes catholiques un « front uni contre les dictateurs⁴⁰ », tandis que *La Nation* s'oppose aux personnalistes et aux promoteurs d'un corporatisme sans dictature, autant d'« avorteurs de l'ordre nouveau⁴¹ ». Quoique plusieurs de ces mouvements de jeunes intellectuels non-conformistes se rallient pour critiquer Duplessis durant la campagne de 1936, Laurendeau se désolidarise explicitement de l'idéologie de *La Nation* dans les pages de *La Nation* elle-même⁴². Laurendeau réaffirme ce nationalisme personnaliste dans *L'Action nationale*⁴³. Il y prend aussi la défense du personnaliste *Sept*, hebdo catholique condamné pour sa position neutre devant la guerre d'Espagne⁴⁴, position rare dans le paysage éditorial de l'époque, québécois⁴⁵ comme catholique. La critique de l'autoritarisme se clarifie donc suite à la prise de position contre le fascisme. Dans cet article sur *Sept*, Laurendeau explique que les journaux de droite français l'ont « dégoûté » et plaide pour un « centre fort et dynamique », entre communisme et fascisme, démocrate et cependant critique du libéralisme du laisser-faire⁴⁶.

Cette opposition aux dictatures, se précisant de plus en plus, amène Laurendeau à proposer à *L'Action nationale* de combattre activement toute propagande non seulement nazie mais aussi fasciste, lorsqu'il prend la barre de la revue en 1937⁴⁷, autre désaveu des positions de *La Nation*. *La Nation* a défendu un corporatisme politique, mussolinien, jusqu'en 1938. En revanche, Esdras Minville, prédécesseur de Laurendeau à la tête de *L'Action nationale*, défend, avec le coopératisme⁴⁸, une forme de corporatisme socio-économique, dit d'association⁴⁹, qui ne remet pas en cause le régime parlementaire, distinct des modèles dictatoriaux catholiques (Salazar) ou fascistes (Mussolini), ce que lui reproche *La Nation*⁵⁰. Il convient donc de noter que tous ceux qui se penchent sur le corporatisme comme solution économique, autour de l'École sociale populaire⁵¹ notamment, ne le font pas forcément dans l'esprit des régimes du fasciste Mussolini ni même du dictateur Salazar. Laurendeau encourage *L'Action nationale* à s'intéresser de plus près aux solutions sociales avancées par les partis de gauche non communistes, sur lesquels il s'est d'ailleurs penché lors de son séjour en France (mais aussi sur Marx). La question des syndicats et des grèves devient donc plus importante pour *L'Action nationale* à la fin des années 1930, qu'elle ne le fut auparavant ou pour *L'Action française*.

Laurendeau est ainsi ouvert au personnalisme dès 1934-1935, ce qui l'éloigne graduellement de la curiosité pour des régimes à la Salazar et l'amène à critiquer plus nettement le discours raciste que véhiculent plusieurs courants d'extrême droite⁵². Aussi conclut-il les années 1930 en proposant

de défendre une position centriste et de prendre la démocratie au sérieux⁵³. C'est-à-dire qu'une tendance centriste se développe tout au long de la décennie. Le personnalisme ouvre une perspective intellectuelle⁵⁴, celle d'une nouvelle gauche catholique⁵⁵, notamment aux politiques sociales de gauche, qui intéressent Laurendeau et les jeunes de *L'Action nationale*. Ces jeunes intellectuels nationalistes qui s'intéressent à l'indépendance, et circulent des Jeune-Canada à *La Relève* et à *L'Action nationale*, définissent un autre pôle parmi la jeunesse « non-conformiste ». À côté du pôle corporatiste fasciste ou fascisant, ce pôle est marqué par le personnalisme et la recherche d'autres troisièmes voies ni fasciste, ni communiste, ni libérale classique. Laurendeau est un meneur parmi les personnalistes nationalistes. Son accession à la direction de *L'Action nationale* confirme cette position et en même temps renforce cette veine de renouveau idéologique, plutôt que le pôle du corporatisme fascisant.

Le corporatisme et le coopératisme font partie des solutions économiques proposées à la Crise, (mais il ne s'agit pas toujours du corporatisme fasciste, nous l'avons mentionné), tandis que Roosevelt développe une voie de solution social-démocrate efficace qui permettra de renouveler la démocratie libérale après 1945. Les réformes de Roosevelt intéressent les intellectuels de *La Relève* et les jeunes de *L'Action nationale* autant que Salazar. Quant aux faiblesses de la démocratie parlementaire, qu'incarne la III^e République française davantage que ne le fait la République états-unienne, il appartiendra au général de Gaulle d'accoucher d'une solution elle aussi centriste, par la réforme de la gouvernance républicaine plutôt que la révolution dictatoriale. De fait, les jeunes intellectuels de *La Relève* et de *L'Action nationale* ne peuvent qu'ignorer en tout ou en partie ces solutions réformistes : ils n'ont que peu de pistes de réforme pratiques à proposer, défendant principalement l'émergence d'une autre attitude, une attitude à la fois humaniste et valorisant le spirituel, pour sortir du modèle établi de civilisation capitaliste. Mais ils font explicitement le choix durant la seconde moitié des années 1930 de refuser les voies dictatoriales.

En somme, le personnalisme incarne bien ces explorations idéologiques des années 1930 qui débouchent alors sur un manque d'initiatives pratiques⁵⁶, sur peu de résultats outre le rejet de l'autoritarisme, qu'illustrent *La Relève*, Laurendeau, et quelque peu Esdras Minville. La révolution spirituelle dont parlent les personnalistes devient d'ailleurs beaucoup plus une question d'engagement, sur le mode d'un existentialisme croyant, qu'une question de régime. Quant à la réflexion politique des plus nationalistes comme Laurendeau, elle cherche des pistes de solution plus centristes, nous l'avons dit, telles que la doctrine sociale de l'Église, le coopératisme, le corporatisme

non-politique et les politiques sociales de Roosevelt ou de la République française. C'est ainsi que des intellectuels comme Laurendeau et Minville avanceront.

CONCLUSION

L'indépendantisme des années 1930 était donc porté par des mouvements de jeunes, issus des courants catholiques et nationalistes, pas tous fascistes ni même de droite. Ils appartiennent plutôt à une constellation non-conformiste : pour certains, le non-conformisme implique une rupture révolutionnaire fasciste, fugacement anticatholique. Puis, révélant un échec, ces corporatistes fascistes abandonnent le fascisme lui-même. De l'autre côté, les non-conformistes prédominants sont ceux qui poursuivent dans la voie d'un nationalisme catholique : le non-conformisme implique pour eux de s'ouvrir aux réformes sociales de la gauche, à l'instar des personnalistes européens. Rejetant la révolution fasciste depuis le début, cette position les amène de surcroît à se distancer de plus en plus nettement des modèles autoritaires catholiques de l'heure et à s'opposer aux discours racistes circulant dans diverses extrêmes droites. Leur opposition à l'extrême droite est consacrée par la direction d'André Laurendeau à *L'Action nationale* comme par la déroute des fascistes.

Enfin, notons que tous ces mouvements évoluent vers l'autonomisme à la fin de la décennie⁵⁷. L'autonomisme en question défend l'accroissement de l'autonomie de l'État du Québec, au minimum la défense de l'autonomie provinciale face aux volontés centralisatrices qui se développent à Ottawa avec MacKenzie King et la commission Rowell-Sirois (1937-1940). On sait la fortune politique dont Duplessis jouira en adoptant cette idée. Dans le cas des personnalistes, leur personnalisme n'en est point atténué, alors que dans le cas des fascistes de *La Nation*, le fascisme lui-même est abandonné. Évolution peu commune quand on la compare aux mouvements d'extrême droite des années 1930, par exemple en France, où la radicalisation est la norme et se poursuit après la chute du Front populaire⁵⁸. *La Nation* est donc un symbole à la fois de « l'imprégnation fasciste⁵⁹ » ou de la « tentation fasciste⁶⁰ », c'est-à-dire de l'attrait que le fascisme pouvait exercer sur certains des critiques d'un libéralisme en crise, et des difficultés que rencontrent les extrémismes dans l'arène politique québécoise. En contrepartie, André Laurendeau, *La Relève* et la jeune garde de *L'Action nationale* tracent des limites à cette « tentation » qu'ils confrontent, et montrent que le séparatisme québécois des années 1930 n'était pas seulement d'extrême droite et fascisant.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Marcel Chaput, *Pourquoi je suis séparatiste*, Montréal, Bibliothèque québécoise, (1961) 2007.
2. Jean-François Nadeau, « Chimie et magie de Marcel Chaput », *Le Devoir*, 19-20 mai 2007 ; Sylvie Chaput, « Marcel Chaput n'était pas un illuminé de droite », *Le Devoir*, 29 mai 2007, avec réplique de J.-F. Nadeau.
3. Le terme fait référence à un ensemble de critiques de droite et de gauche, défini par J.-L. Loubet del Bayle, dans *Les non-conformistes des années 1930 : une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Seuil, 2001. Courant qui engloba le personnalisme naissant et exerça une influence intellectuelle sur la variété de mouvements québécois de jeunes dont il est ici question.
4. Nous faisons référence ici au débat entre Sylvie Chaput et J.-F. Nadeau à propos de ce débat étudiantin : Sylvie Chaput défend l'assertion de M. Chaput qui date de ce moment sa conviction indépendantiste, tandis que J.-F. Nadeau remet en question la vision rétrospective de M. Chaput. Sans trancher cette question, nous relevons le fait que ce débat étudiantin reflète un intérêt pour la question du séparatisme qui était effectivement soulevée dans l'opinion à l'époque, particulièrement chez les jeunes nationalistes.
5. Cf. Yves Léonard, *Salazarisme et fascisme*, Paris, Chandeigne, 1996 ; Philippe Burrin, *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, Paris, Seuil, 2000 ; Pierre Milza, *Les fascismes*, Paris, Seuil, 2001 ; Pascal Ory, *Du fascisme*, Paris, Perrin, 2003 ; R. O. Paxton, *Le fascisme en action*, trad. fr., Paris, Seuil, 2004.
6. Les régimes totalitaires – de Hitler ou de Staline dans les années 1930 – se caractérisent par un appareil de contrôle total non seulement du comportement, mais de la pensée des individus et une propension à l'extermination, d'une minorité, d'une classe, d'un peuple. Cf. notamment, Hannah Arendt, *La nature du totalitarisme*, nouv. éd. de Michèle-I. B.-de Launay, Paris, Payot, 2006 ; Serge Berstein, *Démocraties, régimes autoritaires et totalitarismes : pour une histoire politique comparée du monde développé*, Paris, Hachette, 1999.
7. Ces considérations « ethniques » ne sont que diversion par rapport à l'exploitation de la classe populaire au Canada. Cf. Marcel Fournier, *Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)*, Éd. coop. Saint-Martin, p. 143-145.
8. Sur *Clarté*, Cf. R. Comeau et R. Tremblay (dir.) : *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*, Hull, Vent d'ouest, 1992 ; Adrien Arcand, *Programme et règlements : le Parti national socialiste chrétien du Canada*, Montréal, P.N.S.C.C., s. d. [1934 ?].
9. Voir notamment, pour cette période, John Pollard, *The Vatican and Italian Fascism : 1929-1932, A Study in Conflict*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985 ; Richard J. Wolff et Jörg K. Hoensch (dir.), *Catholics, the State, and the Radical Right, 1919-1945*, Bolder, Col. Social Science Monographs, 1987 ; Agostino Giovagnoli, *La cultura democristiana : tra Chiesa cattolica e identità italiana, 1918-1948*, Rome,

- Laterza, 1991 ; Xavier de Montclos, *Les chrétiens face au nazisme et au stalinisme : l'épreuve totalitaire, 1939-1945*, Bruxelles, Complexe, 1991 ; Michel Winock, « *Esprit* », *des intellectuels dans la cité (1930-1950)*, Paris, Seuil, 1996 ; Jacques Prévotat, *Les catholiques et L'Action française, histoire d'une condamnation, 1899-1939*, Paris, Fayard, 2001.
10. Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche : l'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, Complexe, 2003 (3^e éd.). Cf. Antonio Costa Pinto, « Fascist Ideology Revisited : Zeev Sternhell and his Critics », *European History Quarterly*, vol. 16, n° 4, octobre 1986, p. 465-483. Voir aussi Philippe Burrin, « Le fascisme français », dans *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, Paris, Seuil, 2000, p. 247-266, qui rappelle que de ramener toute critique non-marxiste du libéralisme à du fascisme durant ces années rend le concept de fascisme beaucoup trop élastique.
11. Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène : l'action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Boréal, 2003.
12. Cf. Patricia Dirks, *The Failure of l'Action Libérale Nationale*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1991.
13. Il faudrait nuancer ce portrait de l'intérêt exprimé occasionnellement dans *La Province* pour le séparatisme, après la déconfiture de l'ALN cependant.
14. Cf. Denis Chouinard, « Des constestataires pragmatiques : les Jeune-Canada (1932-1938) », *RHAF*, vol. XL, n° 1, été 1986, p. 5-28.
15. *Notre avenir politique : enquête de l'Action française 1922*, Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1923. Voir également *Les Canadiens français et la Confédération canadienne (1927)*, Bibliothèque de l'Action française, 1927.
16. Cf. Pascale Ryan, *Penser la nation. La Ligue d'Action nationale*, Montréal, Leméac, 2006.
17. Cf. Susan Mann, *Lionel Groulx et L'Action française. Le nationalisme canadien-français dans les années 1920*, Montréal, VLB, 2005.
18. Cf. note 3.
19. Pour saisir l'écart entre autoritaires maurrassiens, catholiques ralliés au maurrassisme et la panoplie de courants catholiques qui s'y opposent, voir notamment Jacques Prévotat, *op. cit.* et Philippe Chenaux, *Entre Maurras et Maritain, une génération intellectuelle catholique (1920-1930)*, Paris, Cerf, 1999.
20. Cf. Nicolas Kessler, *Histoire politique de la Jeune Droite (1929-1942)*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 2001.
21. Entre ces deux camps, de gauche et d'extrême droite, des personnalistes plus au centre-droit, *Ordre nouveau*, proposeront eux aussi de dépasser le nationalisme, pour une Europe fédérale et conservatrice dans leur cas. Cf. John Hellman, *The Communitarian Third Way : Alexandre Marc's Ordre Nouveau, 1930-2000*, M., McGill-Queen's University Press, 2002 ; Gilda Mangarano Favaretto, *Il federalismo personalista di Alexandre Marc*, Milan, Angeli, 2006. Voir aussi Christian Roy, « Le personnalisme

de l'*Ordre nouveau* et le Québec, 1930-1947. Son rôle dans la formation de Guy Frégault », *RHAF*, vol. XLVI, n° 3, hiver 1993, p. 463-484.

22. Maurras, éminence pour l'autre pôle non-conformiste, était quant à lui disqualifié par la Condamnation pontificale. Il faut mettre l'intérêt de *La Nation* pour Maurras non seulement en liaison avec son attrait pour la Jeune-Droite mais avec sa propre tentation laïciste.

23. Il faudrait mentionner aussi parmi les séparatistes, les Jeunesses laurentiennes, mouvement mieux défini comme conservateur et groulxiste, que nous n'allons pas aborder ici car il concerne davantage les années 1940. Voir David Rajotte, *Les Jeunes laurentiens. Jeunesse, militantisme et nationalisme dans le Canada français des années 1940*, M. A. histoire, Université de Montréal, 2006, ainsi que Lionel Groulx, *Mes Mémoires*, t. IV, p. 16-21, 35, 144.

24. Cf. Michèle Larose, *Les Jeunesses patriotes et La Nation, un courant politique d'extrême droite au Québec (1934-1939)*, M. A. histoire, UQAM, 1984.

25. Cf. Note 60 et Robert Comeau, « Lionel Groulx, les indépendantistes de *La Nation* et le séparatisme (1936-1938) », *RHAF*, vol. 26, n° 1, juin 1972, p. 83-102 et « L'Idéologie petite-bourgeoise des indépendantistes de *La Nation* et le séparatisme (1936-1938) », dans Fernand Dumont *et al.*, *Idéologies au Canada français 1930-1939*, Sainte-Foy, PUL, 1978, p. 201-214, de même que son mémoire *Les indépendantistes québécois de La Nation, 1936-1938*, maîtrise en histoire à l'Université de Montréal, 1971.

26. Notons au passage que *Clarté* autant que *La Nation* se réclament du centenaire des Patriotes en 1937 qui, bien que républicain et national, est pour ces deux mouvements un héritage récupérable à titre de Révolution, tandis que les nationalistes qui s'en réclament aussi alors mettent moins l'accent sur la Révolution bien entendu. Les critiques radicaux, révolutionnaires, du capitalisme libéral, sont parfois attirés à la fois par l'extrême gauche et l'extrême droite à cette époque. De même certains titres, comme *Combat*, sont successivement empruntés par des périodiques d'extrême droite et d'extrême gauche au milieu du xx^e siècle.

27. J.-L. Gagnon, « L'affaire Hamel et la menace communiste », *LN*, I, 31, 10 septembre 1936, p. 4.

28. Jean Lacroix, *Le personnalisme : sources, fondements, actualité*, Lyon, Chronique sociale, 1981; Agustín Domingo Mortalla, *Un humanismo del siglo XX : el personalismo*, Madrid, Cincel, 1986; Antonio Pavan *et al.* : *Persona e personalismi*, Naples, Dehoniane, 1987; Giuliano Galeazzi, *Personalismo*, Milan, Ed. Bibliografica, 1998.

29. Ex. : « Nous donnerons à l'homme de ce coin de terre le sens du collectif en même temps que le sens de la personnalité [qui préservera la] notion de personne », *Notre nationalisme*, Imprimerie Le Devoir, 1935, p. 43.

30. Cf. Pierre Anctil : *Le Devoir, les Juifs et l'immigration : de Bourassa à Laurendeau*, Québec, IQRC, 1988.

31. L'antijudaïsme est un préjugé historiquement répandu parmi les nations chrétiennes tandis que l'antisémitisme est une idéologie de haine qui fait des théories du complot et/ou du racisme un élément central de la pensée politique. Olivier Côté distingue même trois niveaux d'antisémitisme : antijudaïsme, antisémitisme politique (par exemple maurrassien) et antisémitisme d'extermination (nazi) : « Nouveau regard sur l'antisémitisme : enquête sur la position de cinq quotidiens canadiens-français au sujet de la question juive en Allemagne (1935-1939) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, n° 1, automne 2006, p. 243-262. Suivant cette distinction, nous pourrions avancer que *La Nation* adopte le second antisémitisme et rejette le racisme aryen allemand, tandis que troisième antisémitisme est incarné par les mouvements d'Adrien Arcand.

32. Denis Monière, *André Laurendeau et le destin d'un peuple*, Montréal, Québec Amérique, 1983. D. J. Horton adopte la même interprétation, dans *André Laurendeau, la vie d'un nationaliste, 1912-1968*, trad. fr., Montréal, Bellarmin, 1995. Cf. Robert Comeau et Lucille Beaudry (dir.), *André Laurendeau : un intellectuel d'ici*, Sillery, PUQ, 1990.

33. Par exemple la thèse critiquée de Catherine Pomeyrols (*Les intellectuels québécois*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1996), avançait que si Laurendeau avait évolué vers le personnalisme c'était assez peu significatif durant les années 1930, où son idéologie aurait été principalement celle d'un nationalisme de droite dure à la française.

34. Cf. Stéphanie Angers et Gérard Fabre, *Échanges intellectuels entre la France et le Québec, 1930-2000 : les réseaux de la revue Esprit avec La Relève*, Cité libre, Parti pris et Possibles, Québec, PUL, 2004.

35. Par maritaniens nous entendons les personnalistes restés plus proches de Jacques Maritain (comme Daniel-Rops, *Sept et Temps présent*) qu'*Esprit* et Mounier, rapidement autonomes, à gauche, et *Ordre nouveau*, à droite.

36. Cf. Jean-Louis Allard (dir.), *Jacques Maritain : philosophe dans la cité*, Ottawa, Éd. U. d'Ottawa, Philosophica, 1985 ; Michel Winock, *Esprit, des intellectuels dans la Cité (1930-1950)*, Paris, Seuil, 1996.

37. Citations p. 3 et p. 50.

38. André Laurendeau, « Méditation devant une carte du monde. Lettre de Paris », *La Relève*, III^e série, cahier 1, sept-oct. 1936, p. 3-7.

39. Cf. les document « *Projet de doctrine* » du 17 mars 1934, auquel contribuent notamment Robert Charbonneau et André Laurendeau, Centre de recherches Lionel-Groulx, Fonds Jeune-Canada, P21/A, 2, : « l'individu – ou mieux, la personne humaine – doit à la culture [...] » (p. 7) ; un « plébiscite honnête » pour la séparation lorsqu'un État abrite plus d'une nationalité reconnue (p. 16) ; « *Plan de programme* », « II. Réformes politiques » pour la question des régimes politiques comme solutions socio-économiques.

40. Paul Beaulieu, « Jeunesse catholique de France », *La Relève*, I^{re} série, n° 5, octobre 1934, p. 105.

41. Paul Bouchard, « Les avorteurs de l'ordre nouveau », *La Nation*, 1^{re} année, n° 37, 22 octobre 1936, p. 1.
42. André Laurendeau, « Le cabinet "national" vu de Paris », *La Nation*, 1^{re} année, n° 34, 1^{er} octobre 1936, p. 3 : Laurendeau approuve la critique de Duplessis par Bouchard, à part « l'énoncé de ses thèses favorites (je ne suis en rien fasciste) ».
43. André Laurendeau, « À propos de notre nationalisme. Explication », *L'Action nationale*, février 1936, p. 120-122.
44. Voir « Sept » et « Temps présent » dans Julliard et Winock (dir.) : *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris, Seuil, 2002 ; É. Fouilloux, « "Sept" et "Temps présent" : des "rouges chrétiens" ? », *Lettre*, n° 231, novembre 1977.
45. Pour situer ce débat espagnol au Québec, voir Caroline Désy, « *Si loin si proche* » : *la guerre civile espagnole et le Québec des années trente*, Québec, PUL, 2003.
46. André Laurendeau, « L'Actualité », *L'Action nationale*, novembre 1937, p. 181-192.
47. André Laurendeau, « Présentation – Textes documentaires : introduction à la thèse de Rosenberg », *L'Action nationale*, septembre 1937, p. 14.
48. Cf. notamment, Dominique Foisy-Geoffroy, *Esdras Minville. Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*, Québec, Septentrion, 2004 ; Robert Laplante, *L'expérience de Guyenne : colonisation et coopération en Abitibi*, Guyenne, 1995.
49. Cf. Pierre Trépanier, « Quel corporatisme ? 1820-1965 », *Cahiers des dix*, n° 49, 1994, p. 159-212.
50. Marcel Hamel, « Lettre ouverte à Esdras Minville », *La Nation*, 11^e année, n° 11, 22 avril 1936, p. 3.
51. Jean-Claude St-Amant, *L'École sociale populaire et le syndicalisme catholique : 1911-1949*, M. A. histoire, Université Laval, 1976 ; Christiane Demers, *La conception de la démocratie chez l'École sociale populaire : 1930-1960*, M. A. histoire, Université Laval, 1980 ; Gilles Routhier, « L'ordre du monde. Capitalisme et communisme dans la doctrine de l'École sociale populaire, 1930-1936 », *Recherches sociographiques*, vol. 22, n° 1, jan-avril 1981, p. 7-47.
52. Outre la question du régime, qui oppose le pôle fascisant et le pôle centriste, abordons l'exemple de l'antisémitisme. André Laurendeau s'oppose à l'antisémitisme comme les personnalistes de *La Relève* et ceux d'Europe. Ce faisant, il ne se dé-pouille pas de tout préjugé antijudaïque d'un seul trait. Cependant, si l'on s'arrête aux engagements, on constate que de *La Relève* puis à *L'Action nationale*, Laurendeau y compris, ce pôle centriste prend position contre l'autoritarisme, le fascisme, le nazisme, y compris contre l'antisémitisme. Notons que nous regardons les agissements des Jeune-Canada en 1934 en connaissant l'histoire qu'ils ne pouvaient sans doute pas concevoir ; les lois raciales de 1935, puis l'encyclique *Mit Brennender Sorge* (1937, « Avec une vive inquiétude ») de Pie XI, sont des jalons ultérieurs qui contribuent à une prise de conscience. En revanche, en 1933, Pie XI avait signé un Concordat avec Hitler tout juste arrivé au pouvoir. . .

53. André Laurendeau, « Croisade antifasciste ? », *L'Action nationale*, janvier 1938, p. 41-51 et *L'Action nationale*, « Prendre la démocratie au sérieux », *L'Action nationale*, octobre 1939, p. 89-90.
54. Cf. Martin Meunier et J.-Ph. Warren, préf. d'É. Bédard, *Sortir de la « Grande noirceur » : l'horizon « personnaliste » de la Révolution tranquille*, Québec, Septentrion, 2002.
55. Cf. John Hellman, *Emmanuel Mounier and the New Catholic Left, 1930-1950*, Toronto-Buffalo, University of Toronto Press, 1981.
56. Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années trente*, PUF, 2002.
57. Dans le cas de *La Relève*, d'abord favorable à *Notre nationalisme* (R. Charbonneau, « Notre nationalisme », *La Relève*, II^e série, cahier 8, avril 1936, p. 234-235), c'est dès l'automne 1936 que s'exprime une hésitation entre autonomisme fédéraliste et séparatisme, inclinant vers le réformisme fédéraliste (*La Relève*, « Préliminaires à un manifeste pour la patrie », *La Relève*, III^e série, cahier 1, sept.-oct. 1936, p. 8-31).
58. Voir par exemple « Gringoire » et « Je suis partout », dans Julliard et Winock (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris, Seuil, 2002.
59. Zeev Sternhell dans *Ni droite ni gauche : l'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, Complexe, 2003 (3^e éd.) l'a étendue à un très large spectre, de façon fort controversée.
60. Cf. Robert Comeau : « La tentation fasciste du nationalisme canadien-français avant la guerre, 1936-39 », *Bulletin d'histoire politique*, été 1995, vol. 3, n^o 3-4, p. 159-167 ; Julien Fabre : « *La Nation* : les groulxien devant la tentation fasciste, 1936-1939 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, n^o 2, printemps 2001, p. 40-51. Pierre-Marie Dioudonnat : « *Je suis partout* (1930-1944) : les maurrassiens devant la tentation fasciste », Paris, La Table ronde, 1973.